

Communiqué du Parti socialiste du 20 janvier 2010

La région capitale mérite mieux que le projet Sarkozy/Blanc

Malgré l'opposition déterminée du Parti socialiste et de la gauche, le projet du Grand Paris voulu par le gouvernement a malheureusement été adopté par l'Assemblée nationale le 1er décembre. Nous devons poursuivre notre mobilisation contre ce projet.

Le texte adopté à l'Assemblée Nationale ne prend pas en compte les réalités de la vie quotidienne des millions de Franciliens. Le logement est le grand absent de ce texte. Pour le Parti socialiste, c'est un « oubli » incompréhensible alors que la pénurie de logements sociaux dans la région Ile-de-France conduit à des situations dramatiques. Et qu'en est-il du désenclavement des quartiers défavorisés?

En matière de transports, le texte voté à l'Assemblée Nationale ne répond pas non plus aux demandes des Franciliens. Alors que de nombreuses zones urbaines et communes de la petite couronne attendent la mise en place d'une offre de transports moderne et ambitieuse, force est de constater que le projet de rocade automatique annoncé ne répond pas à la demande des millions de voyageurs qui utilisent tous les jours les transports en commun : rien pour la modernisation du RER, rien sur des mesures urgentes concernant les lignes de métros saturées. Pour le Parti socialiste, il est inconcevable que le projet de loi Grand Paris ne fasse aucune référence au plan de mobilisation pour les transports, proposé par Jean-Paul Huchon au nom de l'ensemble des collectivités franciliennes.

Pour financer son projet de rocade automatique, le gouvernement annonce un nouvel emprunt de 21 milliards, mais aucun arbitrage n'a été rendu. Qui va payer ? Quels seront les autres projets d'urgence qui seront finalement abandonnés ? Quelles solidarités financières entre les territoires sont envisagées ?

Pour le Parti socialiste, le projet du Grand Paris marque un retour en arrière vers un Etat centralisateur. Alors que la droite ne cesse de critiquer le millefeuille administratif, ce projet ajoute encore un autre échelon, ce qu'illustre pleinement la création de la Société du Grand Paris. Avec la création cette société, le risque spéculatif existe bel et bien, alors que l'accès au foncier est déjà extrêmement coûteux en Ile de France.

Avec ce projet, le gouvernement fait le choix de l'hyperspécialisation des territoires. Pour le Parti socialiste, le projet du Grand Paris va exacerber les inégalités entre et les déséquilibres économiques et sociaux à l'échelle de l'Ile de France. Les zones urbaines les plus en difficulté actuellement continueront d'être mises de côté alors que les pôles spécialisés voulus par le gouvernement vont concentrer les emplois et la richesse économique. De ce point de vue, le projet du Grand Paris est d'ores et déjà un échec.

Le projet tel qu'il a été voté à l'Assemblée nationale préfigure ce que le gouvernement envisage dans le cadre de la réforme des collectivités territoriales : l'aggravation des injustices, la recentralisation, la régression démocratique.